

## **Recommandations générales pour construire un changement durable (pour l'enseignement primaire et aussi pour la formation professionnelle) :**

- Planifier la stratégie de sortie dès le début en mettant l'accent sur l'appropriation du changement par la communauté.
- Travaillez si possible avec les structures communautaires existantes et établissez des liens avec les écoles formelles et les instituts de formation professionnelle ; ces structures seront toujours là lorsque le projet prendra fin.
- Viser l'intégration des enfants/jeunes dans les écoles publiques ou les instituts de formation.
- Travaillez à renforcer la pertinence et la qualité de l'éducation et de la formation ; ne vous focalisez pas uniquement sur les questions d'accessibilité.
- Établir des liens, dans la mesure du possible, avec des institutions gouvernementales ou des institutions reconnues du secteur privé en vue de la validation et de la reconnaissance générale des compétences et des qualifications.

## **Œuvrer pour des parcours et des qualifications durables en ce qui concerne la formation professionnelle et l'acquisition de compétences**

### **Plaidoyer auprès des gouvernements et des institutions multilatérales**

La recommandation de l'OIT sur les apprentissages de qualité fournit un bon cadre, en mettant clairement l'accent sur le rôle fondamental des gouvernements. Bien qu'elle soit principalement utile pour le secteur formel, elle peut également être utilisée pour le plaidoyer dans le secteur informel, par exemple en ce qui concerne le soutien des gouvernements à la validation de la formation professionnelle dans les programmes de formation et d'apprentissage non gouvernementaux et par le biais du contrôle de la qualité.

Outre la recommandation de l'OIT, il serait également possible de se référer aux différentes politiques, lois et réglementations nationales, ainsi qu'aux conventions des Nations unies que les gouvernements ont ratifiées et qui définissent la responsabilité du gouvernement en matière d'éducation et de formation de qualité et de programmes d'apprentissage pour les jeunes.

Le plaidoyer pourrait également se concentrer sur les donateurs internationaux, tels que la Banque africaine de développement et la Banque mondiale.

Le plaidoyer pourrait se concentrer sur la nécessité d'améliorer la qualité et la disponibilité de la formation professionnelle formelle et de la rendre plus accessible à tous les jeunes, y compris dans les zones rurales, et quel que soit leur niveau d'éducation. Cela pourrait impliquer une modification de certaines offres de cours, afin d'inclure des cours plus courts pour des compétences de niveau intermédiaire, avec moins de conditions d'éligibilité, ou l'introduction d'éléments non standard dans les programmes existants afin de les rendre plus pertinents pour le marché de l'emploi.

Il est nécessaire de mener des recherches pour soutenir un plaidoyer fondé sur des faits auprès du gouvernement sur la nécessité d'inclure des cours plus courts et plus adaptés au marché dans l'offre de cours des programmes de formation professionnelle.

Le plaidoyer pourrait également se concentrer sur la manière de mieux se coordonner entre les écoles et les instituts de formation professionnelle afin que les étudiants qui terminent l'éducation de base puissent accéder plus facilement à la formation professionnelle.

Il est utile d'aligner, dans la mesure du possible, le TPAE ou d'autres programmes financés par l'aide au développement sur les plans et services nationaux existants (par exemple, les agences pour l'emploi des jeunes ou la direction de la formation industrielle, ou encore la mission du Rajasthan sur le développement des compétences et des moyens de subsistance).

### **Plaidoyer auprès du secteur privé**

Il est utile de s'engager avec le secteur privé, tel que le Conseil national des employeurs ou son équivalent, et avec la Chambre nationale ou régionale des métiers et d'autres associations de producteurs, en signant des protocoles (MoU) ou d'autres protocoles.

Le plaidoyer peut également porter sur la nécessité d'améliorer les conditions dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises clés et de créer une plus grande demande de travailleurs qualifiés.

### **Renforcement des capacités au sein de la communauté**

Il est important de chercher à impliquer l'ensemble de la communauté dès le départ en procédant à de larges consultations, y compris avec les employeurs locaux, afin d'identifier les besoins en compétences et de valider et soutenir la formation.

Dans certaines communautés, les diplômés des programmes de formation enseignent aujourd'hui à la cohorte suivante. La formation des formateurs peut être un élément très utile du programme de formation pour assurer la continuité. Il est également important d'inclure l'entretien des machines, le cas échéant, dans les programmes de formation afin de réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure.

À moyen terme, des institutions communautaires, formées par les personnes ayant reçu la formation, peuvent prendre en charge la gestion des programmes de formation et éventuellement demander une petite redevance pour assurer la viabilité financière de la formation.

Les partenaires peuvent s'engager avec les communautés locales pour travailler à des changements à plus long terme des normes sociales afin que les avantages d'investir dans la formation professionnelle pour augmenter le revenu des ménages et réduire la vulnérabilité aux risques soient reconnus. Les jeunes doivent être encouragés à s'exprimer et à négocier sur les compétences auxquelles ils aspirent. La famille, les conjoints, la communauté, les enseignants locaux et les fonctionnaires ont tous un rôle important à jouer pour les soutenir.

### **Quelques considérations sur le programme post- TPAE**

Y a-t-il un moyen pour les partenaires de TPAE de rester en contact et de continuer à partager les résultats en matière d'éducation pour déterminer ce qui se poursuit après la fin du programme en juin 2024 ?

Quel financement externe pourrait être disponible après juin 2023 pour soutenir les jeunes qui ont été formés à l'accès aux services financiers ou pour poursuivre les programmes de formation existants ?